

Berne et Hauteville, 25 août 1990

Chère consoeur, cher confrère,

Le 23 septembre prochain, peuple et cantons auront à se déterminer sur un véritable choix de société. Le conseiller national Jacques-Simon Eggly évoque avec précision l'enjeu principal de cette votation fédérale.

Concis, nos confrères Cédric Valmont et Florian Grimm rappellent à nos concitoyennes et concitoyens la réalité à laquelle ils sont confrontés.

J'espère que cet envoi retiendra votre meilleure attention, et je vous présente, chère consoeur, cher confrère, mes cordiaux messages.

Raymond Gremaud



Annexes: 1 article du conseiller national Jacques-Simon Eggly
1 article de Florian Grimm
1 article de Cédric Valmont

REFUSER UN AVENIR DE RESTRICTIONS, DE CONTRAINTES ET DE DEPENDANCE

Une fois de plus, nous voici plongés dans un débat énergétique qui pose, en même temps, la question du type de société; des relations entre l'Etat et l'économie, l'Etat et les particuliers.

L'initiative pour un moratoire nucléaire demande que, pendant dix ans, plus aucune centrale nucléaire, plus aucun réacteur nucléaire de chauffage ne reçoivent d'autorisation; cela de par l'introduction d'une disposition transitoire dans la Constitution.

L'initiative en faveur d'un abandon progressif de l'énergie nucléaire, étroitement liée à la première, vise à interdire la mise en service de nouvelles installations productrices d'énergie nucléaire, mais aussi à empêcher le renouvellement des centrales existantes. Par ailleurs, l'aménagement de l'offre d'énergie électrique, en général, devrait être strictement subordonné aux impératifs de protection de l'environnement. En fait, selon des modalités un peu différentes, ces deux initiatives visent bien à l'élimination de l'énergie nucléaire en Suisse.

La situation énergétique

Le bon sens et la simple honnêteté intellectuelle obligent à situer des propositions en regard de la situation énergétique vécue dans notre pays. Voici comment se présentait le bilan énergétique global en 1989

Pétrole: 64,9 % des besoins, contre 80 % en 1973

Electricité: 21 % contre 15 %

Gaz: 8,5 %

Charbon: 1,8 %

Bois: 1,5%

Chaleur à distance: 1,4 %

Déchets industriels: 0,9 %

L'électricité ne couvre donc qu'un cinquième des besoins, le pétrole couvrant presque les deux tiers. Toutefois, grâce à l'électricité, on a pu diminuer un peu la part du pétrole, en dépit du retour de ce produit à des prix assez bas. A cet égard, le moins que l'on puisse dire est que la crise du Golfe devrait nous faire réfléchir au risque d'un trop grande dépendance envers cette source d'énergie.

Il faut savoir que si l'électricité a des possibilités d'utilisation et des possibilités d'être créée étonnamment larges, elle s'avère irremplaçable

./.

dans de très nombreux cas. Les trois quarts de l'électricité consommée en Suisse le sont dans des buts de production de biens et de services. C'est dire sa position clé. Et c'est la raison pour laquelle les industries, qui doivent comprimer leurs coûts de production, cherchent à économiser.

Les exigences incontournables de la vie

Les développements de la vie moderne font appel à l'électricité. Pensons à l'informatique, à la robotique, notamment. Les particuliers, qui occupent toujours plus de logements et d'espace par logement, qui s'équipent toujours davantage augmentent la consommation d'électricité.

L'aménagement du trafic urbain et national fait également monter la consommation. Or, c'est là une option transports publics soutenue par les écologistes. D'ailleurs, les mesures de protection de l'environnement elles-mêmes exigent, souvent, de l'électricité. Bref, tout considéré, on voit, en Suisse, une augmentation annuelle de la consommation d'électricité.

Or, on voit aussi les oppositions se multiplier contre des projets raisonnables: contre l'exploitation hydraulique (querelle sur les débits minimaux à garantir aux eaux de montagne), contre les centrales nucléaires, bien-sûr, ce qui a conduit à l'arrêt de fait de toute construction nouvelle, contre la construction de lignes à haute tension permettant un transport qui accuserait moins de déperdition, contre tout, enfin. Résultat: il faut importer toujours plus d'électricité, surtout de France. Et pourtant, on a déjà frisé, à plusieurs reprises, des pannes de courant.

Les possibilités d'économie

L'un des arguments des partisans de ces initiatives tient à ce que leur acceptation contraindrait l'économie et les particuliers à faire des économies d'énergie, indispensables et possibles. Ils se basent sur le rapport pour une conception globale de l'énergie et, surtout, sur le fameux rapport d'experts esquissant divers scénarios, dont celui d'un abandon du nucléaire. Ainsi, disent-ils, on pourrait arriver à des économies de l'ordre de 30 %, voire même de 50 %. Oui, mais avec quelles conséquences ?

Les milieux de l'économie électrique, eux, sont convaincus que le maximum des économies réalisables durant les vingt à trente prochaines années est de l'ordre de 15 %. Et encore, il y faudra beaucoup d'efforts. On entre, d'ailleurs, ici, dans le champ du projet d'article constitutionnel, soumis aussi à la votation. Pour aller au-delà des 15 %, il faudrait de gros investissements non rentables, et une série de mesures très contraignantes, tant à l'encontre de la production que de la consommation. En fait, c'est l'électricité qui serait la plus touchée par ces mesures, ce qui annulerait les efforts de ces dernières années pour dépendre moins du pétrole.

Toutes ces mesures contraignantes s'apparenteraient à des mesures de crise, que devraient accepter l'économie et les particuliers. Les écologistes et les anti-nucléaires intransigeants prétendent que nous sommes en crise, et qu'il faut, de toute manière, en tirer la conséquence politique. Sans méconnaître l'opportunité d'une meilleure prise de conscience, nous ne croyons pas que l'on puisse sérieusement parler d'une crise qui justifierait de telles contraintes, avec toutes les conséquences économiques que cela pourrait entraîner. Nous ne croyons pas, non plus, que de telles restrictions aux libertés de production et de consommation puissent être admises par la population. Cette dernière serait donc bien inspirée de prendre conscience de ce qu'entraînerait l'acceptation de ces initiatives.

Un autre argument tient, évidemment, à la peur d'un accident dans une centrale nucléaire, et à la question des déchets. Il est évident que la catastrophe de Tchernobyl apporte de l'eau au moulin de cette argumentation. Mais cet exemple peut se retourner. Un accident dans une centrale française proche nous concernerait aussi. Or, nous contribuons à pousser la France au nucléaire, en lui demandant toujours plus de nous approvisionner. Les critères de sécurité des centrales suisses sont réputés être les plus sévères du monde. Enfin, Tchernobyl s'explique par la pagaille générale qui règne en URSS. En Occident, il y a eu des incidents, jamais d'accidents aux conséquences catastrophiques.

La protection de l'environnement

Il faut être lucide. Le recours au nucléaire n'est sûrement pas l'alpha et l'oméga de toute politique de protection de l'environnement. Toutefois, dans ce domaine, l'une des grandes inquiétudes actuelles tient à la couche d'ozone et à l'effet de serre. Même les fameuses centrales chaleur-force, dont les écologistes parlent beaucoup, font appel à la consommation d'agents énergétiques d'origine fossile. Tout en sachant, donc, que le débat sur la protection de l'environnement déborde ce débat là, on devrait considérer que l'abandon du nucléaire au profit des énergies fossiles serait vraiment paradoxal.

D'ailleurs, après la grande flambée anti-nucléaire que nous avons connue, de nombreux scientifiques demandent, maintenant, qu'on n'abandonne pas inconsidérément, et en tout cas pas prématurément, l'option nucléaire. C'est pourquoi aussi, récemment, les ministres de la CEE responsables de l'énergie ont recommandé le nucléaire, tout en décidant de poursuivre le débat sur les questions de sécurité qu'il pose. Quant aux Suédois, lesquels avaient décidé un moratoire, ils sont également en passe, sous la pression notamment des syndicats, de reconsidérer leur position.

Finalement, il ne s'agit pas de pratiquer le culte du nucléaire. Il pose des problèmes, lesquels ne sont pas tous encore résolus. Une certaine politique

de l'énergie, incitant à une consommation plus rationnelle, est nécessaire. Le débat énergétique ne sera pas terminé, et de loin, avec un rejet de ces initiatives. Toutefois, leur acceptation signifierait un coup d'arrêt brutal, un blocage psychologique, en réalité définitif, devant cette source importante d'énergie. Il s'agirait d'instaurer artificiellement une situation de crise, permettant un autoritarisme pesant de l'Etat central.

Les conséquences pour l'économie seraient graves et la liberté quotidienne des particuliers serait entravée. Certes, nous vivons un moratoire de fait du nucléaire. On n'ose pas construire une nouvelle centrale. Mais l'option demeure néanmoins ouverte en continu, attendant que les esprits évoluent.

Avec les initiatives, celle visant au moratoire comme l'autre, ce serait la résignation évidente à l'abandon. Personne n'y croirait plus. La recherche, en Suisse, serait découragée. Nous accepterions de dépendre toujours plus de la production étrangère. Tout cela est le contraire d'une politique énergétique raisonnable, équilibrée. Il faut absolument contribuer au rejet de ces deux initiatives dont l'acceptation serait si lourde de conséquences.

Jacques-Simon Eggly
Conseiller national

DESSINE-MOI UN MOUTON

Mouton à cinq pattes, images insoutenables, promesses d'apocalypse: les anti-nucléaires ne reculent devant aucun amalgame pour susciter et nourrir la peur de l'énergie atomique, à la veille des prochaines votations fédérales.

Le 23 septembre, le peuple et les cantons devront en effet se prononcer entre autres sur deux initiatives anti-nucléaires: la première exige un moratoire de 10 ans, durant lequel toute autorisation générale de construire, de mettre en service ou d'exploiter de nouvelles installations nucléaires serait interdite; la seconde impose l'abandon du nucléaire et le démantèlement des centrales existantes.

Lorsqu'on sait que les centrales suisses fournissent environ 40 % de l'énergie électrique du pays, qu'en 20 ans d'activité elles ont produit 250 milliards de kWh, c'est-à-dire la consommation globale de la Suisse durant 5 ans, on comprend que l'enjeu est de taille. Son importance n'en autorise pas pour autant l'utilisation abusive de toute une série de comparaisons et de suggestions aussi alarmistes qu'infondées.

Le terrible accident survenu à la centrale de Tchernobyl en URSS, en 1986, au cours d'un essai mal contrôlé, sert d'alibi aux affirmations les plus éhontées. Sans se lancer dans des explications scientifiques ésotériques, il faut tout de même souligner que les centrales suisses ne fonctionnent pas du tout selon la technique employée à Tchernobyl.

La centrale soviétique utilise un réacteur à eau bouillante, modéré par graphite et à conduites de force. Chaque réacteur est entouré d'un bâtiment, qui ne constitue cependant pas une enceinte de confinement (enveloppe de protection complète). Développée en URSS, cette technique n'est employée qu'en URSS, nulle part ailleurs et surtout pas en Suisse.

Les centrales suisses sont non seulement techniquement différentes et sûres, mais encore sans cesse améliorées, rééquipées. Pour les exploitants, la sécurité représente la priorité numéro une. Des centaines de millions de francs sont investis pour la garantir. Et en plusieurs lustres d'exploitation, les centrales suisses ont assurément démontré leur très grande fiabilité.

Aujourd'hui, se priver du nucléaire suisse reviendrait à plonger le pays dans de grosses difficultés d'approvisionnement en énergie, sans raison objective. C'est pourquoi le 23 septembre, il faut rejeter clairement les deux initiatives anti-nucléaires.

Florian Grimm

ATTENDRE DEVANT L'URGENCE: UNE NOUVELLE POLITIQUE DE L'AUTRUCHE

Construit-on des centrales nucléaires pour le plaisir? Si tel était le cas, il n'y aurait pas lieu de trop s'inquiéter à l'approche du 23 septembre et du verdict populaire sur les deux initiatives antinucléaires concoctées dans la foulée de l'accident de Tchernobyl. Malheureusement, la prodigieuse puissance de l'atome n'est pas mise au service de nos besoins croissants en énergie pour la simple beauté du geste.

En fait, la consommation d'électricité ne cesse de croître en Suisse comme ailleurs. Fortement dépendant de l'étranger en matière énergétique, notre pays semble hésiter à tirer les conséquences logiques de son appétit de productivité, de confort, d'air pur. Effrayé par Tchernobyl et tremblant à l'idée de la construction de la centrale suisse de Kaiseraugst (qui a été abandonnée depuis), le signataire-type des deux initiatives a voulu bloquer la situation durant dix ans et/ou supprimer progressivement le recours au nucléaire "Swiss made".

Un "oui" à ces initiatives aurait les effets suivants: consommation accrue d'électricité d'origine nucléaire produite chez nos voisins (les risques potentiels étant les mêmes, mais diverses incertitudes s'y ajoutant); perte de maîtrise de la technologie nucléaire; baisse généralisée de la productivité à l'heure du Marché unique européen et de ses spectres concurrentiels; enfin, si l'on veut véritablement imposer des restrictions de 40 à 50% de la consommation, retour à l'inconfort du début du siècle.

Le recours à un nucléaire de plus en plus sûr, de mieux en mieux contrôlé, est inévitable parce qu'il n'existe pas de solution de remplacement pour l'instant et que, contrairement à ce que la trompeuse proposition de moratoire voudrait faire accroire, perdre 10 ans (plus au moins 10 ans de formalités) pour oser enfin prendre nos responsabilités serait dramatique. On ne planifie pas pour l'an 2010 ou 20, la résolution de problèmes urgents!

Chacun, avec un minimum de clairvoyance, est en effet conscient d'une réalité: ni le solaire, ni la géothermie, ni aucune des énergies douces dont on cherche désespérément à faire quelque chose de rentable, ne pourront combler ce trou de 40 et bientôt 50% de notre consommation électrique que creuserait l'abandon du nucléaire. Economiser plus est peut-être possible: tout au plus ralentira-t-on la croissance de nos besoins en électricité. Il est parfaitement irréaliste de penser que, par un coup de baguette magique, la société va effectuer une marche arrière et dire adieu à ses ordinateurs, scanners, usines "propres", etc. L'espérer, c'est préconiser la politique de l'autruche, version 1990.

Cédric Valmont